

L'ANTHROPOLOGIE ÉCONOMIQUE, UN EXEMPLE RÉUSSI D'INTERDISCIPLINARITÉ ?

Jacques CHARMES

Plus que jamais l'interdisciplinarité, comme démarche susceptible de permettre la résolution, ou du moins la compréhension, des questions complexes du village planétaire, est à l'ordre du jour, et pourtant, a-t-on jamais été aussi éloigné de sa mise en œuvre effective en dépit d'incantations régulières ? Les disciplines des sciences sociales se sont repliées sur elles-mêmes, semblant rechercher l'excellence dans leur renfermement et leur hyperspécialisation, alors que l'ouverture et la diversification avaient caractérisé la période des riches heures de l'anthropologie économique et de l'interdisciplinarité militante et en acte.

Après avoir rappelé dans un premier temps les origines et l'apogée de l'anthropologie économique, l'interdisciplinarité qui en est résultée puis les évolutions auxquelles elle a conduit, on décrira plus spécifiquement celle qui a débouché sur l'approche modélisatrice et quantitative des phénomènes économiques et sociaux, avant de préciser enfin les termes dans lesquels se pose la question de l'interdisciplinarité aujourd'hui.

Origine, apogée et devenirs de l'anthropologie économique en tant que science sociale interdisciplinaire

Il ne s'agit pas ici de retracer l'histoire de l'anthropologie économique en remontant à l'ethnologie économique de Melville J. Herskovits (1952) ou aux grands classiques que furent les Argonautes du Pacifique occidental de Malinowski (1922), ou les Nuer d'Evans-Pritchard (1940),

pour ne citer que ceux-là. On se contentera simplement d'en rappeler les évolutions dans le contexte du bouillonnement intellectuel des années 1960 et 1970 qui suivit immédiatement les indépendances africaines et qui précéda et accompagna ce que l'on appela les « secondes » indépendances.

Les recherches africanistes en sciences sociales, au lendemain des Indépendances, ne se différenciaient guère sur le plan des disciplines scientifiques dans la mesure où tant les sociologues que les économistes et les géographes avaient adopté, par nécessité, une démarche monographique : monographies ethniques pour les sociologues, monographies de villages ou de régions pour les économistes, études de terroirs pour les géographes (les plus nombreuses se situant en Côte-d'Ivoire, au Sénégal, à Madagascar et au Cameroun). Les grandes monographies ayant influencé leurs disciplines respectives datent de cette période, même si elles ont pu être publiées plus tard : les Gouro, les Bété, les Sérér et les Wolof, les Betsimisaraka et les Sakalava, pour n'en citer que quelques-unes. L'anthropologie économique en fut le ciment unificateur (sous l'influence d'auteurs tels que Claude Meillassoux, Emmanuel Terray et Maurice Godelier) et atteignit son apogée à cette époque, donnant à l'école française ses lettres de noblesse.

Ce rôle unificateur de la démarche monographique et de l'anthropologie économique s'explique par l'absence de données quantitatives (au contraire de la démographie qui disposait des résultats des premiers recensements de population), par la croyance que les comportements des sociétés non encore totalement insérées dans l'économie de marché ne pouvaient suivre les schémas de théories économiques essentiellement élaborées dans les pays ayant connu la révolution industrielle, et par la volonté de comprendre et d'expliquer la logique de comportements spécifiques. Plusieurs textes joueront alors un rôle très important dans la formation de la pensée de l'école française d'anthropologie économique. Ce sont l'« Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'autosubsistance » de Claude Meillassoux (1960), *Rationalité et irrationalité en économie* de Maurice Godelier (1966) et *Le marxisme devant les sociétés primitives* d'Emmanuel Terray (1969), avec en fond de décor l'« Essai sur le don » de Marcel Mauss (1925), *La part maudite* de Georges Bataille (1967) et les réflexions sur le mode de production asiatique. Curieusement Karl Polanyi n'avait d'influence à l'époque qu'à travers son article « Trade and Markets in the Early Empires » (1957),

The Great Transformation (1944) n'ayant pas encore été traduite en français (1983).

L'interdisciplinarité en acte dans l'anthropologie économique qui se constitue en tant que discipline à part entière vers la fin des années 1960 est le fait de chercheurs qui, formés dans une discipline, la sociologie de Georges Balandier (1955, 1963) d'un côté, l'économie d'André Nicolaï (1960) de l'autre, s'initient à la théorie et à la pratique de l'autre discipline, sur le terrain même de leurs recherches. Le marxisme en est le ciment unificateur : tout le contraire du « bricolage » que l'on constate aujourd'hui où l'autre discipline est appelée à la rescousse à titre illustratif, confortatif ou répulsif.

Si l'on conteste alors les formes capitalistiques que prend le développement économique, on n'en conteste pas encore le principe même. Et l'on s'interroge sur les raisons pour lesquelles ces sociétés restent à l'écart de la monétarisation ou ne s'y engagent que sous la contrainte, avec réticence et circonspection. La thèse des « blocages socioculturels » est considérée comme une interprétation ethnocentrique et erronée et ceux-ci vont être réinterprétés comme des manifestations de rapports de domination et une forme de résilience de ces sociétés (Charmes, 1978, texte écrit en 1973). Ils sont une forme de réaction de sociétés qui réalisent que leur dissolution est le terme du processus de monétarisation et de « modernisation ». Mais le processus de transition est à l'œuvre, qui se décline en trois phases (Charmes, 1977). Le stade de la neutralisation correspond à celui où le surplus économique se limite au « champ réservé au paiement de l'impôt » au temps de la colonisation. Progressivement des revenus plus substantiels parviennent à être générés et accaparés par des minorités qui en consomment le surplus dans des dépenses ostentatoires (stade de l'absorption) destinées à conforter les attributs du pouvoir traditionnel. L'ostentation est une forme de destruction du surplus qui renvoie au « potlach » et aux « cargo cults » des sociétés insulaires du Pacifique, à la dépense ostentatoire de Veblen (1899, 1970) et à la consommation-consumation de Bataille (1967). Mais la monnaie ouvre à de nouveaux acteurs le pouvoir de concurrencer les détenteurs du pouvoir traditionnel et l'inflation des dépenses engagées dans l'organisation des cérémonies traditionnelles (le culte des morts, mais aussi le mariage et la dot), et la recherche du surplus économique pour lui-même qui en résulte, marque le stade de la dissolution. L'ambivalence des concepts se généralise qui rend complexe et contradictoire l'interprétation des phénomènes économiques : les

dépenses improductives (consommées) sont devenues l'aiguillon, la « main invisible » qui stimule la compétition et accroît le niveau de la production.

Le comparatisme est également mis en œuvre à travers, par exemple, l'étude des dynamismes économiques différentiels de deux ethnies sénégalaises : les Sérér et les Wolof, avec un accent particulier mis sur le rôle joué par les confréries religieuses — le mouridisme dans ce dernier cas (Copans, Couty, Roch et Rocheteau, 1972).

Dès la fin des années 1970 cependant, le changement de paradigme des théories et des politiques de développement induit par les chocs pétroliers et la crise de l'endettement, qui suscitent des mesures restrictives qualifiées plus tard d'« ajustements structurels », provoque une demande de recherche de plus en plus pressante pour des travaux plus appliqués et plus quantitatifs. Au demeurant l'insertion des économies africaines dans l'économie de marché était quasiment achevée. Cette demande rencontre une offre de recherche qui avait elle-même évolué : les chercheurs de terrain se posaient en effet de plus en plus le problème de la généralisation des observations à caractère monographique.

Les diverses disciplines de sciences sociales qu'avait fait converger l'appréhension complexe de sociétés hors du développement, reprirent alors leur autonomie et suivirent des évolutions propres. La sociologie eut tendance à s'ancrer dans la profondeur historique afin de mieux projeter l'avenir de ces sociétés et sa mutation la transforme en « anthropologie sociale ». Plus tard, le comparatisme viendra compléter et parfois remplacer cette démarche historique, conduisant à mettre en regard des sociétés aussi différentes que peuvent l'être celles d'Afrique de l'Ouest, d'Asie du Sud ou d'Asie Centrale. L'économie, à la faveur des grandes collectes statistiques portant sur les ménages, redevint quantitative tout en utilisant les connaissances anthropologiques pour adapter les concepts et instruments de mesure statistique aux niveaux régional, national et international à des contextes spécifiques, très éloignés de ceux pour l'appréhension desquels ils avaient été primitivement forgés. Simultanément ou dans la foulée, la recherche universitaire affirme de plus en plus sa présence à la faveur de la révolution modélisatrice, et cela d'autant plus que la présence longue sur le terrain n'est plus aussi nécessaire puisque des bases de données statistiques de plus en plus riches s'ouvrent aux utilisateurs potentiels. La géographie mit plus de temps à rejoindre ce mouvement vers la quantification : les systèmes d'informations géographiques (SIG) et la cartographie automatique rejoignent la tendance générale à la modélisation, qu'il s'agisse du territoire, de l'économie ou de la société dans son ensemble.

La convergence des approches entre les diverses disciplines des sciences sociales qu'était parvenue à opérer l'anthropologie économique tend ainsi à se diluer tandis que l'hégémonie de l'économie s'affirme à travers la généralisation de la modélisation et de l'approche quantitative. L'une des tendances auxquelles a donné naissance l'anthropologie économique, participe à ce mouvement : c'est celle qui vise à la généralisation des observations monographiques par la démarche statistique et qui va se retrouver dans un groupe de recherche créé à cet effet : le groupe AMIRA.

L'expérience du groupe de recherche interdisciplinaire AMIRA et le caractère inéluctable de la révolution quantitativiste et modélisatrice en économie et en sciences sociales

De cette période de changement de paradigme date l'expérience du groupe de recherche AMIRA (amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain) qui, sous l'égide du ministère de la Coopération et de l'INSEE, réunit des chercheurs en sciences sociales de l'ORSTOM (aujourd'hui IRD), convaincus de l'intérêt de l'interdisciplinarité et de la nécessité de quantifier les phénomènes en vue de les modéliser, ainsi que des statisticiens et des planificateurs.

AMIRA est un groupe de recherche informel qui fut créé au milieu des années 1970, et rassembla jusqu'à une douzaine de chercheurs et de statisticiens. Ses activités se prolongèrent sur une quinzaine d'années et il produisit une centaine de documents. Puis l'ORSTOM devenu IRD (Institut de recherche pour le développement), en assumant l'héritage en créant dès la fin des années 1980 avec l'INSEE, le ministère de la Coopération et l'Agence française de Développement (AFD) un groupement d'intérêt scientifique transformé depuis lors en groupement d'intérêt économique : DIAL (Développement, institutions et analyse de long terme), lointain héritier d'AMIRA.

Comme on vient de le voir, les années 1970 furent une période d'intense bouillonnement intellectuel au cours de laquelle l'interdisciplinarité ne faisait pas encore l'objet d'interrogations et de colloques visant à éclaircir les modalités de sa mise en œuvre effective et efficace ; celle-ci se vivait et s'inventait au quotidien, sans état d'âme. Dans une large mesure la création du groupe de recherche AMIRA en fut la résultante.

Les travaux d'anthropologie économique dont il vient d'être question — et peut-être plus encore chez les économistes — trouvaient prétexte

(pour ne pas dire qu'ils leur venaient en appui) dans la généralisation d'opérations de développement rural visant à l'introduction de nouvelles variétés de semences, d'engrais, de nouveaux modes de culture ou encore de réformes agraires ou de mises en valeur par colonisation de terres encore vierges et déplacements de populations. La Révolution verte était déjà en marche sur le sous-continent indien. De telles interventions ne pouvaient pas ne pas avoir d'intenses répercussions sur les structures sociales des populations concernées et il s'agissait donc en quelque sorte d'expérimentations en vraie grandeur.

Les commanditaires de ces études ne se satisfaisaient toutefois pas d'observations et d'explications que la prudence des chercheurs limitait bien à la seule portion de population ou de territoire qu'ils avaient couverte. C'était de plus le temps de la planification du développement et les opérations de vulgarisation agricole ou de mise en valeur couvraient d'immenses territoires cependant qu'au niveau national, on voulait des résultats globaux.

La question de la généralisation des observations monographiques était ainsi posée. Alors que les sociologues firent plutôt le choix de s'ancrer dans la profondeur historique afin de mieux projeter l'avenir de ces sociétés, d'autres, moins nombreux, s'orientèrent vers la statistique, utilisant les connaissances anthropologiques pour adapter les concepts et instruments de mesure statistique aux niveaux régional, national et international à des contextes spécifiques, très éloignés de ceux pour l'appréhension desquels ils avaient été primitivement forgés.

C'est autour de cette idée que se rassemblèrent chercheurs (économistes, sociologues et géographes), statisticiens-économistes et planificateurs et responsables de projets de développement, qui prirent l'initiative de la création d'AMIRA : leurs travaux portèrent sur la transition et ses indicateurs, les unités d'observation et en particulier les ménages, le passage du qualitatif au quantitatif.

Les sociétés étudiées étaient en transition ou étaient destinées à le devenir rapidement : il fallait donc définir des indicateurs de transition dont l'ambivalence intrinsèque rendait difficiles à la fois la définition statistique et l'interprétation. Ainsi l'ostentation comme mode de consommation ou de consommation du surplus était généralement interprétée sous un angle négatif et comme frein au développement, mais à un certain stade de la transition, elle pouvait jouer un rôle positif en tant que moteur de l'accumulation de richesses (Charmes, 1977). Plus tard, les obligations de solidarité furent également vues comme un frein au développement jusqu'à ce qu'on s'aperçoive qu'elles jouaient ni plus ni

moins le même rôle que les systèmes publics de protection sociale inexistants dans des sociétés où le salariat n'existe pas ou est peu développé.

La définition des unités d'observation fut un autre domaine de prédilection d'AMIRA : tous les systèmes d'enquêtes et de collecte qui fournissent les données statistiques nécessaires à l'analyse macroéconomique (comptabilité nationale) et microéconomique (comportement des agents et des ménages) sont fondés sur des concepts et des unités d'observation tels que le ménage, l'exploitation agricole, l'individu rationnel dont le comportement vise à maximiser le revenu qu'il tire de son activité.

Le ménage au sens des sociétés industrialisées était-il pertinent pour l'analyse de sociétés où la famille élargie est de règle, où la polygamie est répandue, où l'obligation de solidarité est prégnante ? L'unité que constitue la cuisine n'était-elle pas plus appropriée ? N'y avait-il pas antinomie entre unité de production et unité de consommation ? Quels étaient les niveaux de décision ? (Gastellu, 1979). Autant de questions qui avaient des conséquences sur les méthodologies de collecte et sur les théories échafaudées sur la base des données empiriques ainsi collectées.

De même, l'observation anthropologique, lorsqu'elle vise à déboucher sur l'observation statistique à grande échelle, pose la question du passage du qualitatif au quantitatif ou plutôt de leur articulation (Couty et Winter, 1983). En devenant moteurs de l'accumulation, l'ostentation et la solidarité ne perdent pas le caractère symbolique et les valeurs qui persistent derrière ces évolutions et qui gardent leur signification.

Tous les efforts d'AMIRA tendaient donc à faciliter la meilleure compréhension des phénomènes économiques et sociaux en vue de leur mesure bien sûr, mais aussi en vue de l'action : la planification d'abord, puis lorsque celle-ci devint obsolète avec la généralisation de l'économie de marché et la libéralisation des échanges, les politiques de développement.

C'est en 1976 que fut donnée à AMIRA la première occasion d'appliquer ses idées en vraie grandeur. Alors qu'avait été forgé, quelques années plus tôt, le terme de secteur informel à peu près au même moment aux deux extrémités occidentale (au Ghana avec Keith Hart en 1971) et orientale de l'Afrique (au Kenya avec la mission sur l'emploi du Bureau international du Travail en 1972), l'Institut national de la statistique de Tunisie proposait de réaliser une enquête nationale sur le secteur informel en adaptant les questionnaires de façon à améliorer la qualité des réponses, rechercher l'exhaustivité de la couverture et en vue de mesurer

la contribution du secteur au PIB. Le « I » d'AMIRA fut alors également retenu pour « informel ».

Parallèlement, les chercheurs et statisticiens d'AMIRA intervenaient dans la conception de nombreuses enquêtes auprès des ménages (enquêtes budget-consommation notamment), enquêtes démographiques, et aussi enquêtes agricoles, ainsi que dans l'évaluation de projets de développement.

AMIRA perdura jusqu'au début des années 1990, puis il décida de mettre fin à ses activités, estimant que l'essentiel de son message avait été assimilé et que d'autres structures et institutions en assuraient désormais le relais. On peut considérer que les progrès réalisés dans la mesure de la pauvreté, dans ses diverses dimensions (y compris la perception de la pauvreté), la généralisation des observatoires du changement, et d'une façon générale, tous les progrès réalisés dans les méthodologies d'enquêtes, ont une dette envers AMIRA. En ce sens les travaux du groupe ont eu quelque chose de prémonitoire.

Le groupe avait accompagné le changement de paradigme des théories et politiques de développement qui avait caractérisé la fin des années 1970 et les années 1980 : les chocs pétroliers, le processus et la crise de l'endettement, les ajustements structurels — ces forceps qui firent passer d'un concept de développement planifié et accompagné de politiques dirigistes et volontaristes à celui de développement par l'économie de marché et la libéralisation des échanges — ont inéluctablement conduit à la mondialisation et à ces nouveaux régulateurs-atténuateurs du libéralisme que sont la poursuite des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et les politiques publiques de lutte contre la pauvreté. Paradoxalement, la généralisation de l'économie de marché requiert des données statistiques en plus grand nombre, de plus grande fiabilité et qualité et destinées à des acteurs et utilisateurs beaucoup plus nombreux que du temps des planifications centralisées.

C'est peu dire également que les sciences sociales sont devenues beaucoup plus utilisatrices de données statistiques. La géographie elle-même a profondément évolué avec les systèmes d'information géographiques et les données géo-référencées qui ont permis la cartographie automatique. En économie, la révolution beckerienne aura mis du temps à se révéler dans toutes ses dimensions et encore aujourd'hui ne réalise-t-on pas toujours toutes ses implications. Gary Becker avait en effet publié son ouvrage majeur *A Treatise on the Family* depuis 1981, mais il ne devait révolutionner la pensée économique que bien plus tard et il resta longtemps ignoré des milieux francophones. Les

théories de l'altruisme (Mahieu et Rapoport, 1998) et du capital social (Ballet et Guillon, 2003), qui représentent aujourd'hui des branches fécondes de l'économie modélisatrice, trouveront dans l'anthropologie économique contemporaine un nouveau champ d'application que leur avaient préparé les travaux antérieurs sur les solidarités traditionnelles (Mahieu, 1990). Il n'y a pas en effet que les dépenses ostentatoires qui semblent miner le dynamisme entrepreneurial africain, il y a aussi le poids de la solidarité qui fait que l'individu qui réussit (dans le salariat, la fonction publique ou le secteur privé) doit consacrer une partie importante du surplus dégagé à la famille élargie : autre « blocage socioculturel » ou bien manifestation d'un altruisme bienveillant et positif dans des sociétés où le salariat est peu répandu et où il revient aux transferts entre ménages de pallier l'absence d'un système public de protection sociale généralisée ? L'analyse détaillée des statistiques d'enquêtes sur les revenus et dépenses des ménages ne révèle-t-elle pas que les transferts entre ménages représentent entre 15 et 25 % du revenu moyen des ménages en Afrique subsaharienne, soit une proportion semblable à celle des transferts sociaux publics dans les pays européens ? (Charmes, 2003).

Directement ou indirectement, c'est bien aux avancées de l'anthropologie économique et à son interdisciplinarité constitutive que l'on doit les progrès dont on vient de faire état.

L'interdisciplinarité aujourd'hui

Sans doute l'interdisciplinarité ne se réduit-elle pas aux rapports entre anthropologie et économie, ou même aux rapports des diverses sciences sociales entre elles. La problématique du développement durable a systématisé les rapports entre sciences sociales et sciences de la nature : la connaissance qu'ont les sociétés traditionnelles de leur milieu naturel a favorisé le développement des ethnosciences dans le domaine des plantes et des substances naturelles, à l'interface des sciences de la nature et des sciences médicales conduisant à la découverte de nouveaux médicaments, tout en soulevant de délicats problèmes d'éthique et de propriété intellectuelle (biopiraterie). L'interface avec les sciences de l'eau et du sol et l'agronomie s'opère à la faveur des questionnements sur la sécurité alimentaire, mais aussi de la gestion de ressources rares, du patrimoine naturel et d'une façon générale des biens publics mondiaux, autour de la compréhension et de l'analyse des systèmes d'accès, d'usage, de représentation et de régulation des ressources naturelles et des milieux, à diverses échelles spatiales. Cependant que les grands événements naturels liés aux changements climatiques ou aux catastrophes naturelles

conduisent aux collaborations entre sciences sociales et sciences géo-climatiques autour de la notion de risque et d'aléas naturels. On s'en tiendra cependant ici aux seuls rapports entre anthropologie et économie.

On a beaucoup discuté de l'interdisciplinarité, allant jusqu'à distinguer entre pluridisciplinarité, interdisciplinarité et transdisciplinarité (Couty, 1990). Une discipline se définit par ses objets et ses méthodes et un spécialiste d'une discipline ne peut s'improviser spécialiste d'une autre, il lui manquera toujours les fondements culturels acquis et requis : il n'y a pas de plus grande aberration que de laisser soutenir des thèses dans une discipline qui n'est pas celle de la formation initiale du candidat. Il peut et doit exister des objets communs aux diverses sciences sociales et on pourrait concevoir que l'objet privilégié d'une discipline, même s'il n'apparaît pas primordial ou conjoncturellement intéressant pour une autre discipline, soit cependant traité par elle aux fins de pluridisciplinarité.

Quelles formes peut en effet prendre l'interdisciplinarité ?

Celle des regards croisés sur des objets communs, communément identifiés comme significatifs ou partagés, que chaque discipline aborde avec ses propres concepts, ses propres méthodologies et ses propres fins. À la pénétration des rapports marchands et la monétarisation des échanges et leurs effets déstructurants ont succédé aujourd'hui la mondialisation et son impact sur les diverses sphères de la vie sociale et économique, comme objet communément partagé par l'ensemble des sciences sociales. Les thématiques abordées ne sont plus spécifiques mais planétaires : le développement durable et la préservation et la gouvernance des ressources et du patrimoine naturel, les conditions de vie et la lutte contre la pauvreté, l'impact de l'aide au développement sur la croissance, les migrations et l'urbanisation constituent quelques-uns de ces thèmes partagés ; les dynamiques culturelles et identitaires restent un thème privilégié de la sociologie et de l'anthropologie, mais il pourrait être partagé si l'on se préoccupait de leur impact sur la croissance.

Celle des emprunts. Les connaissances anthropologiques peuvent être mobilisées par les économistes modélisateurs afin d'amender ou améliorer les simplifications comportementales qui sont à la base des hypothèses des modèles. L'optimisation du temps de travail par rapport au temps social, la maximisation du capital social, par exemple, peuvent se révéler des hypothèses plus fructueuses que la simple maximisation du revenu comme hypothèse de comportement calculateur de l'*homo oeconomicus*. Inversement, l'anthropologie peut s'emparer de certains résultats de recherche en économie appliquée ou même en économie

théorique pour les tester dans la recherche de terrain (l'altruisme en est un exemple).

Celle, plus rare, d'une imbrication étroite des approches ou d'un enchâssement d'une discipline dans une autre pour en constituer une nouvelle, comme cela a pu être le cas de l'anthropologie économique dans les années 1970.

Mais ce qui avait été possible en 1970, le demeure-t-il dans les années 2000 ? Il est frappant de constater que les rapprochements entre anthropologues et économistes se font prioritairement avec les économistes institutionnalistes ou les socioéconomistes. C'est une erreur : non que ces rapprochements soient inintéressants, mais les deux courants sont déjà si proches qu'on ne peut guère en attendre de grandes nouveautés. Le défi se situe bien dans la confrontation avec l'économie *mainstream* dont l'impérialisme se fait sentir dans tous les domaines : c'est bien là que des progrès sont à attendre malgré des attitudes *a priori* antagoniques et une réelle absence de volonté de dialogue.

Les anthropologues ne doivent pas en effet se laisser rebuter par le formalisme de la modélisation et les tendances économétriques et quantitativistes de cette économie *mainstream*. La formalisation est la démarche scientifique par excellence et d'ailleurs l'anthropologie n'y tend-elle pas également et bien évidemment sous une forme littéraire ? Ce qui différencie les deux disciplines, c'est que la première (l'économie) teste ses modèles sur des bases quantitatives, alors que la seconde (l'anthropologie) les teste habituellement par le comparatisme et sur des bases qualitatives. Il n'est pas inutile ici de passer en revue certaines des critiques que s'adressent de façon réciproque les deux disciplines.

La modélisation poussée à outrance dans toutes les thèses et tous les articles d'économie a parfois atteint les sommets du ridicule, contribuant ainsi à déconsidérer ce qui n'est qu'une technique au service de concepts et de théories : nombreux sont de tels exercices qui reviennent à enfoncer des portes déjà ouvertes ou à énoncer des propositions qui n'ont pas de sens. La controverse récemment intervenue au sujet de l'enseignement de l'économie en France (Fitoussi, 2001) l'a justement souligné. Ces exercices — car il s'agit bien de cela — ne font que démontrer l'inculture de leurs auteurs dans le domaine des sciences sociales, y compris en économie. Pire, la confusion entre significativité statistique et significativité économique conduit à écarter des résultats logiques et éclairants au profit de résultats qui n'ont aucun sens et aucune portée politique. Une puissante critique de ces dérives a été énoncée par McCloskey and Ziliak (1996) et Ziliak and McCloskey (2004) dans des

articles du *Journal of Economic Literature* et du *Journal of Socio-Economics*, repris dans un retentissant article de *The Economist* du 29 janvier 2004, intitulé « *Insignificant economics* ». Les publications des économistes sont désormais parsemées, mitées pour ne pas dire mises en lambeaux et ainsi rendues ésotériques (c'est-à-dire lisibles par les seuls initiés et même souvent par les seuls spécialistes du domaine très étroit qui est couvert), par des tableaux dont la place serait au pire en annexe et au mieux hors publication et à la disposition des utilisateurs qui voudraient s'y référer : la statistique descriptive en a été totalement exclue alors que dans bien des cas elle illustrerait parfaitement les résultats présentés.

Pire encore : l'utilisation qui est faite des données statistiques obtenues par voie d'enquêtes contrevient souvent aux préventions énoncées par les statisticiens d'enquêtes qui les ont collectées, montrant également une profonde inculture statistique (en particulier de ce qu'est une enquête par sondage) de leurs utilisateurs. De ce point de vue, les leçons d'AMIRA ont bel et bien été oubliées.

Inversement, la critique des données quantitatives faite par les anthropologues est souvent exagérée. Certes les résultats d'un recensement ou d'une enquête peuvent être contredits par des investigations approfondies sur un terrain particulier, mais cela ne remet pas en cause pour autant le sens global des résultats obtenus. Les moyennes sont justement critiquées, mais elles n'en ont pas moins un sens et restent un indicateur privilégié qui peut être complété par les médianes et les écarts type. Et quand des anthropologues se prennent à collecter quelques données quantitatives, que ne s'avisent-ils de vérifier comment les statisticiens se sont efforcés de collecter de telles données à grande échelle, ne serait-ce que pour permettre la comparabilité des données, mais aussi parce que d'autres avant eux ont réfléchi aux difficultés de telles collectes et ont déjà confronté leurs expériences.

Un très grand nombre de concepts et de définitions concernant la population et la population active sont en effet suivis au niveau international et évoluent au travers des discussions et des recommandations de grandes conférences internationales spécialisées telles que celles organisées par la commission statistique des Nations Unies, ou la Conférence internationale des statisticiens du travail. Mais il est vrai que les économistes l'ignorent même parfois et commettent de cruels contresens à propos du contenu de la mesure de concepts de base tels que le PIB, l'activité économique ou le chômage.

L'impérialisme de la science économique lui a fait s'approprier le social pour le traiter avec ses propres instruments et la révolution beckerienne en a été un moment capital. Il n'est pas jusqu'à la sphère domestique qui ait fait l'objet d'une appropriation par les économistes féministes à travers l'économie des soins (*care economy*), les plus radicales allant jusqu'à proposer que les soins personnels soient inclus dans la production (Folbre, 2001, 2007 et Folbre and Bittman, 2004), suscitant et accompagnant une évolution inéluctable de la comptabilité nationale qui élabore aujourd'hui des comptes satellites de la production domestique dont les résultats peuvent servir de fondements à une nouvelle économie de la croissance (Ironmonger, 2000). À vrai dire, il est peu de domaines qui échappent aujourd'hui à la quantification et aucune discipline ne peut faire l'impasse sur l'information statistique élaborée sur les phénomènes qu'elle traite, qu'il s'agisse du patrimoine naturel, du capital social ou de la sphère domestique.

Peut-être le moment est-il venu que l'anthropologie en fasse autant et s'approprie l'économie afin de lui appliquer ses méthodes ? Un nouveau momentum pour des regards croisés sur des objets partagés constituerait-il la prochaine étape vers une anthropologie économique retrouvée ? Faut-il pour autant — et pour reprendre le mot de Serge Latouche — afin de réenchâsser l'économie dans le social, d'abord l'en chasser ? L'isoler plutôt. Faire que l'anthropologie se saisisse à nouveau des concepts et des problématiques économiques qui restent cachés dans le social et gagneraient à être dévoilés par deux disciplines qui ont montré l'efficacité de leur complémentarité dans le passé. Les politiques publiques de lutte contre la pauvreté dans le contexte de la mondialisation en offrent d'excellentes opportunités : une problématique telle que celle de la « féminisation de la pauvreté » gagnerait certainement à faire l'objet de « regards croisés » ; elle aurait aussi le mérite de rapprocher, sinon de réconcilier, une certaine démarche francophone des approches anglo-saxonnes sur le genre.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BALANDIER G., 1963 : *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire, Dynamique sociale en Afrique centrale*, Paris, PUF, 532 p.
- BALANDIER G., 1955 : *Sociologie des Brazzavilles Noires*, Paris, Colin.
- BALLET J. et GUILLON R., eds., 2003 : *Regards croisés sur le capital social*, L'Harmattan, 184 p.

- BATAILLE G., 1967 : *La part maudite*, précédé de « La notion de dépense », Paris, Éditions de Minuit, collection « Points », 249 p.
- BECKER G., 1981 : *A Treatise on the Family*, Harvard University Press, enlarged edition, 1991.
- CHARMES J., 1977 : *De l'ostentation à l'accumulation. Production et reproduction des rapports marchands dans les sociétés traditionnelles à partir de l'analyse du surplus*, in Ouvrage collectif : *Essais sur la reproduction des formations sociales dominées*, « Travaux et Documents de l'ORSTOM », 64 : 105-137, 192 p.
- CHARMES J., 1978 : « Les blocages socioculturels au développement en tant que manifestations de rapports de domination », *Mondes en développement*, 24 : 877-908.
- CHARMES J., 1983 : *La problématique de la transition et ses déterminations du point de vue des théories, des politiques et des planifications du développement*, INSEE, ORSTOM, Ministère de la Coopération — AMIRA — Brochure n° 1, 13, 14, 15, 182 p., Réédition.
- CHARMES J., 1995 : « De l'économie traditionnelle à l'économie informelle : la réinvention d'une économie de subsistance en situation de crise et d'ajustement », multigr. 18 p. in LATOUCHE S. (ed.), *L'Économie dévoilée. Du budget familial aux contraintes planétaires*, Éditions Autrement, Série Mutations n° 159, novembre 1995, 199 p. (cf. 144-159).
- CHARMES J., 2003 : « Le capital social : quelques conceptions et données empiriques tirées du contexte africain », in J. BALLEST et R. GUILLON (eds.), *Regards croisés sur le capital social*, L'Harmattan, 184 p.
- CHARMES J., 2005 : « Les recherches africanistes en sciences sociales des Indépendances à nos jours », in *Rapport de l'Académie des Sciences sous la direction de François GROS, Sciences et pays en développement, Afrique sub-saharienne francophone*, Rapport sur la Science et la Technologie n° 21 : Paris : 223-228, 422 p.
- COPANS J., COUTY Ph., ROCH J. et ROCHETEAU G., 1972 : *Maintenance sociale et changement économique au Sénégal. I. Doctrine économique et pratique du travail chez les Mourides*, Paris, Travaux et Documents de l'ORSTOM, 15.
- COUTY Ph., 1990 : *Sciences sociales et recherche multidisciplinaire à l'ORSTOM*, Paris, multigr., 46 p.

- COUTY Ph. et WINTER G., 1983 : *Qualitatif et quantitatif, deux méthodes d'investigation irréductibles mais complémentaires, Réflexions à partir des recherches de l'ORSTOM en milieu rural africain*, Brochure AMIRA 43, INSEE, Paris, 78 p.
- EVANS-PRITCHARD E. E., 1940 : *The Nuer : A Description of the Modes of Livelihood and Political Institutions of a Nilotic People*, Oxford : Clarendon Press.
- FITOUSSI J.-P., 2001 : *L'enseignement supérieur de l'économie en question*, Paris, Fayard.
- FOLBRE N., 2001 : *The Invisible Heart : Economics and family Values*, New York, The New Press.
- FOLBRE N., 2007 : "Measuring Care : Gender, Empowerment and the Care Economy", *Journal of Human Development*, Vol. 7, 2: 183-199, July 2006.
- FOLBRE N. and BITTMAN M. (eds.), 2004 : *Family Time : The Social Organization of Care*, New York, Routledge.
- GASTELLU J.-M., 1979 : « Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis recherchent tant en Afrique ? », *STATECO* n° 19, INSEE, Paris.
- GODELIER M., 1966 : *Rationalité et irrationalité en économie*, Paris, Éditions Maspero, 294 p.
- HERSKOVITS M. J., 1952 : *Economic Anthropology, The Economic life of Primitive People*, New York, Norton, 547 p.
- IRONMONGER D., 2000 : *Household production and the household economy*, The University of Melbourne, Department of Economics, Research Paper No. 759, Melbourne, Australia.
- MAHIEU F.R., 1990 : *Les fondements de la crise économique en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- MAHIEU F.R. et RAPOPORT H., 1998 : *Altruisme, Analyses économiques*, Paris, Economica, 294 p.
- MALINOWSKI B., 1922 : *Argonauts of the Western Pacific*, London, traduction française 1963, Paris, Gallimard.
- MAUSS M., 1925 : « Essai sur le don, forme archaïque de l'échange », *L'année sociologique* : 30-186, Paris, 1925.
- MCCLOSKEY D.N. and ZILIAK S.T., 1996 : "The standard errors of regressions", *Journal of Economic Literature*, March 1996 : 97-114.

- MEILLASSOUX C., 1960 : « Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'autosubsistance », *Cahiers d'Études Africaines*, 1960 (4).
- NICOLAÏ A., 1960 : *Comportement économique et structures sociales*, Paris, PUF.
- POLANYI K. and ARENSBERG C., dir., 1957 : *Trade and Market in the Early Empires. Economies in History and Theory*, The Free Press, New York.
- POLANYI K., 1944 : *The Great Transformation*, Boston : Beacon Press, édition française, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.
- TERRAY E., 1969 : *Le marxisme devant les sociétés « primitives »*, Paris, Éditions Maspéro, 176 p.
- VEBLEN T., 1970 : *Théorie de la classe de loisir*, Paris, NRF, Gallimard pour la traduction française, ouvrage publié en 1899 dans sa version originale.
- ZILIAK S.T. and MCCLOSKEY D.N., 2004 : "Size matters : the standard error of regressions in the American Economic Review", *The Journal of Socio-Economics*, 33 : 527-546.

Charmes Jacques (2008)

L'anthropologie économique, un exemple réussi
d'interdisciplinarité ?

In : Baumann Eveline (dir.), Bazin Laurent (dir.), Ould
Ahmed Pepita (dir.), Phélinas Pascale (dir.), Selim
Monique (dir.), Sobel R. (dir.). *Anthropologues et
économistes face à la globalisation*

Paris : L'Harmattan, p. 47-62. (Questions
Contemporaines.Série Globalisation et Sciences
Sociales)

ISBN 978-2-296-05658-9.